



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
30 juin 2017  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-septième session

5-30 juin 2017

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-septième session

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Rodrigo Otávio **Penteado Moraes** (Brésil)

#### Additif

### Questions de coordination : rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

[Point 4 a)]

### Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2016

1. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2017, le Comité a examiné le rapport d'ensemble annuel du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) pour 2016 ([E/2017/55](#)).
2. La Directrice du secrétariat du CCS a présenté le rapport et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### Débat

3. Les délégations ont accueilli avec satisfaction le rapport d'ensemble sur les activités menées par le Conseil des chefs de secrétariat au cours de l'année 2016. Elles ont largement exprimé leur reconnaissance et leur appui concernant les efforts déployés par le CCS pour promouvoir la coordination à l'échelle du système, maximiser la cohérence, éviter les doubles emplois et optimiser l'utilisation des ressources, en vue d'appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et d'autres mandats intergouvernementaux. Elles ont souligné qu'il devait continuer à veiller à ce que ses travaux soient guidés par ces mandats.



4. De même, on a fait observer que les différentes entités du système des Nations Unies devaient contribuer à la mise en œuvre du Programme 2030 et d'autres mécanismes intergouvernementaux, dans le cadre des mandats institutionnels qui leur sont propres. Les délégations ont précisé qu'il importait d'éviter que les travaux des différents organismes des Nations Unies ne fassent double emploi.

5. Saluant l'appui que le Groupe des Nations Unies pour le développement apporte aux équipes de pays, une délégation a tout particulièrement souligné l'utilité des directives visant à faciliter la présentation de rapports sur les objectifs nationaux, à l'initiative des pays et à titre volontaire. L'appui fourni par le système des Nations Unies aux États Membres a aussi été largement apprécié. Il a été jugé essentiel que les entités du système agissent dans le même sens, notamment par l'intermédiaire du réseau des coordonnateurs résidents. Il a été souligné que, si on ne pouvait que se féliciter de l'initiative « Unis dans l'action », la participation à celle-ci avait un caractère volontaire, et que le Comité avait adopté une recommandation insistant sur ce point à sa cinquante-cinquième session.

6. Plusieurs délégations ont souligné que le système des Nations Unies devait prendre des mesures pour améliorer les activités opérationnelles de développement, et insisté sur le rôle du Conseil des chefs de secrétariat à cet égard. Elles ont rappelé qu'elles souhaitaient que celui-ci fasse montre d'une plus grande transparence en rendant périodiquement compte au Conseil économique et social, conformément à la résolution sur l'examen quadriennal complet [voir la résolution [71/243](#) de l'Assemblée générale, par. 45 c)].

7. Un certain nombre de délégations ont constaté que le Conseil des chefs de secrétariat et ses mécanismes subsidiaires étaient particulièrement bien placés pour exploiter les atouts et les compétences spécialisées du système des Nations Unies de façon à apporter des améliorations à certaines fonctions de gestion, notamment dans les domaines des ressources humaines, des finances et des achats. Elles se sont félicitées des résultats obtenus à cet égard par le Comité de haut niveau sur la gestion. Plusieurs délégations se sont dites favorables à la poursuite des travaux sur l'harmonisation et la simplification des pratiques de fonctionnement, l'objectif étant de réaliser de nouveaux gains d'efficacité et de gagner toujours plus en efficacité à l'échelle du système. Certaines ont émis le souhait que le CCS éclaire et appuie les initiatives du Secrétaire général en matière de réforme de la gestion.

8. S'agissant des ressources humaines, une délégation a observé qu'il était possible de poursuivre cette réforme, notamment en assouplissant le déploiement du personnel entre les entités du système des Nations Unies, et en appuyant davantage la formation professionnelle. L'application uniforme de la réforme de la gestion des ressources humaines et la mise en œuvre rapide des décisions de la Commission de la fonction publique internationale à l'échelle du système ont aussi été préconisées.

9. En ce qui concerne les achats, certaines délégations se sont dites satisfaites de voir que le nombre de fournisseurs issus de pays en développement et de pays en transition augmentait. D'autres ont voulu savoir quels autres travaux le Comité de haut niveau sur la gestion avait entrepris en matière d'achats au cours de la période considérée, mais aussi quelles autres catégories de biens ou de services étaient susceptibles de faire l'objet de processus d'achats communs, notamment dans le cadre d'accords à long terme.

10. En outre, une délégation a salué les travaux menés sous les auspices du Conseil des chefs de secrétariat pour faciliter la gestion de l'information et des connaissances, ainsi que pour promouvoir le multilinguisme. Des informations complémentaires ont été demandées au sujet de l'adoption par le CCS de la norme du langage de balisage extensible (XML) Akoma Ntoso (AKN), destinée à la

documentation des Nations Unies, qui avait été mise au point par le groupe de travail du Comité de haut niveau sur la gestion chargé des normes en matière de documents. Les délégations ont salué les avantages liés à l'application de cette norme commune, qui permettait notamment de réaliser des gains d'efficacité dans la gestion des documents et des gains de productivité sur le plan de la traduction, tout en favorisant le multilinguisme et facilitant l'accès des personnes handicapées aux documents de l'ONU.

11. Plusieurs délégations se sont félicitées du rôle que jouait le Conseil des chefs de secrétariat, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur les programmes, dans la promotion de la coordination à l'échelle du système du suivi des conférences et sommets des Nations Unies. On a également appuyé les travaux du Comité de haut niveau visant à renforcer la cohérence des politiques à l'échelle du système. On a salué l'élaboration de documents d'orientation conjoints sur des thèmes transversaux et dit qu'il faudrait promouvoir plus largement cette initiative. Le cadre d'action commun des Nations Unies sur l'égalité et la non-discrimination et les principes fondamentaux communs régissant la démarche et l'action du système des Nations Unies face aux changements climatiques ont été tout particulièrement applaudis.

12. Une délégation s'est félicitée de l'appui que le Conseil des chefs de secrétariat apportait au renforcement de l'engagement du système des Nations Unies en faveur du commerce et de l'investissement. Des précisions ont été demandées sur le calendrier fixé pour la diffusion de recommandations sur la façon dont le système des Nations Unies pourrait renforcer au mieux l'efficacité globale de son appui, de manière à améliorer les flux d'investissement direct étranger vers les pays les moins avancés.

13. Une délégation a salué les activités de coordination dans le cadre desquelles le Comité collaborait avec d'autres organes cofinancés, à savoir la Commission de la fonction publique internationale et le Corps commun d'inspection.

#### **Conclusions et recommandations**

14. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prendre note du rapport d'ensemble annuel du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2016 (E/2017/55).**

15. **Le Comité a pris note des contributions apportées par le Conseil des chefs de secrétariat, en 2016, au renforcement de la coordination et de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies sur le plan des politiques, de la gestion et des opérations.**

16. **Le Comité a exprimé son appui à la poursuite des travaux du Conseil des chefs de secrétariat, dans le cadre des mandats respectifs, sur l'harmonisation et la simplification des pratiques de fonctionnement visant à accroître la cohérence, la coordination, l'efficacité, l'efficience, l'application du principe de responsabilité et la crédibilité dans le système des Nations Unies. Il a de nouveau recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du CCS, de poursuivre ses travaux en la matière.**

17. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de continuer de faire état, dans les rapports que le CCS soumet au Comité, des actions menées concernant ses nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations relatives à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il lui a également recommandé de prier le Secrétaire général de continuer de faire figurer dans**

lesdits rapports des informations sur l'approche adoptée à l'échelle du système en matière de lutte contre les changements climatiques, dans le cadre de l'Accord de Paris.

18. Le Comité a recommandé de nouveau que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur la nécessité de veiller à ce que les activités et initiatives du Conseil, notamment celles qui ont trait à la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies, tiennent compte du principe de l'adoption volontaire de l'initiative « Unis dans l'action », prévu dans la résolution [71/243](#) de l'Assemblée générale, et qu'elles soient pleinement conformes aux mandats intergouvernementaux.

19. Le Comité a pris note des mesures que le Conseil des chefs de secrétariat continuait de prendre pour dialoguer avec les États Membres, y compris de l'utilisation de son site Web comme moyen d'améliorer et de favoriser la transparence et l'application du principe de responsabilité à l'égard des États Membres.

20. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de continuer à favoriser l'adoption d'une approche coordonnée du multilinguisme, qui est une valeur fondamentale du système des Nations Unies, en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée.

---